

## Les médias "indépendants" vont boycotter la conférence des porte-parole officiels

PANA, 16 septembre 2014 Les médias pressent pour la libération d'un activiste des droits humains au Burundi Bujumbura, Burundi - Des radios et journaux indépendants du Burundi ont annoncé mardi leur décision de boycotter la traditionnelle conférence de presse trimestrielle des porte-parole officiels prévue pour jeudi prochain, en guise de protestation contre le maintien prolongé et "injuste" en prison du président de l'Association pour la protection des droits humains et des détenus (APRODH), Pierre Claver Mbonimpa, âgé de 65 ans, malgré sa récente hospitalisation pour cause de dégradation de son état de santé.

La conférence de presse trimestrielle donne généralement l'occasion aux porte-parole des différentes institutions et sécuritaires du pays de faire l'éloge des réalisations ministérielles en direct sur les antennes des radios et journaux publics et privés. Le "show médiatique", dans une certaine opinion qui n'y trouve pas son compte, risque de perturber l'équilibre de l'information en l'absence de la presse indépendante qui est généralement réputée pour sa critique. La fonction de porte-parole est encore mal assumée par des cadres et agents de l'Etat formés sur le tas à la communication officielle. Les médias frondeurs sont Bonesha FM (Eclaireur, en langue nationale, le Kirundi), la radio publique africaine (RPA), Isanganiro (Carrefour), Renaissance FM et du côté de la presse écrite indépendante, le groupe de Presse Iwacu (Chez-nous). Ces médias ont appris "avec consternation", la décision "injuste" de maintenir en prison M. Mbonimpa, "malgré son état de santé précaire qui a été prouvé par des médecins et les multiples appels de la communauté nationale et internationale pour sa libération provisoire, conformément au droit humanitaire international". En signe de protestation, les radios Bonesha FM, RPA, Isanganiro, SANGANIRO, Renaissance et le groupe de presse Iwacu "informent l'opinion nationale et internationale qu'ils ne participeront pas à la conférence des porte-parole des institutions de la République du 19 septembre 2014". Les médias indépendants font partie des soutiens forts au doyen d'âge des défenseurs des droits de l'homme au Burundi. M. Mbonimpa a été hospitalisé récemment suite à l'aggravation de son diabète survenue au bout de plus de deux mois de détention préventive à la prison centrale de Bujumbura pour "atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat". Le prévenu avait déjà une présence présumée de jeunes affiliés du parti au pouvoir sur le sol de la République démocratique du Congo voisin pour des entraînements paramilitaires à des fins qui restent aujourd'hui encore inexplicables, avant un démenti officiel. La presse privée participe encore activement, par une couverture médiatique soutenue, de la campagne "vendredi vert" qui consistent, pour les soutiens au président de l'APRODH, de porter du vert, la couleur de la tenue des prisonniers au Burundi, tous les vendredis de la semaine. Les organisations professionnelles des médias se sont également mobilisées pour la signature d'une pétition ouverte au public qui demandait la libération de M. Mbonimpa et des enquêtes plus approfondies sur ses allégations en rapport avec la présence supposée de jeunes paramilitaires au Congo voisin.